

Document de travail d'ADF III

**FORUM POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (ADFIII)
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**DIMENSIONS DE LA PAIX ET DE LA SECURITE
DE L'UNION AFRICAINE**

Document préparé par InterAfrica Group/Justice Africa

La présente étude reflète les vues de InterAfrica Group/Justice Africa, qui ne correspondent pas nécessairement à celles de la CEA ou de l'OUA.

Documents de travail d'ADF III

DIMENSIONS DE LA PAIX ET DE LA SECURITE DE L'UNION AFRICAINE.

Abdul Mohammed, Paulos Tesfagiorgis et Alex de Waal
InterAfrica Group et Justice Africa

Introduction

Il est reconnu que, tout comme la bonne gouvernance et le développement économique, la paix et la sécurité sont les préalables absolus de la mise en place effective de l'Union africaine et de l'intégration économique régionale. Il est également nécessaire de mettre au point des doctrines, des institutions et des processus pour réaliser la paix et la sécurité de la région.

On est actuellement en présence d'une multitude d'initiatives de paix et de sécurité en Afrique, depuis les efforts de rétablissement de la paix par les masses, tels que le processus de réconciliation «People to People» du Sud du Soudan et les nombreux ateliers d'éducation à la paix, jusqu'aux programmes visant des mesures spécifiques telles que la réduction du trafic des armes légères ou l'interdiction de l'accès au marché pour les «diamants de la guerre». Il existe également des initiatives spéciales, comme le processus de paix du Burundi, des efforts sous-régionaux visant tel ou tel pays, comme le Secrétariat de l'IGAD pour la paix au Soudan, ainsi que des processus conduits par l'OUA, comme l'Accord de paix Ethiopie-Erythrée.

A un niveau plus global, des mécanismes sous-régionaux sont chargés de surveiller les indicateurs d'insécurité, notamment le Centre de gestion des conflits de l'OUA et la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA) et des efforts internationaux sont en cours, tels que le projet international de renforcement de la capacité d'intervention régionale, «African Crisis Response Initiative» (ACRI). Des interventions militaires et des opérations de maintien de la paix sont également menées, par exemple en Sierra Leone et en République démocratique du Congo.

Il existe aussi des initiatives locales visant à redresser les communautés affectées et à leur donner les moyens d'exister, des efforts de démobilisation des enfants-soldats ainsi que des programmes de reconstruction après les conflits initiés par la Banque mondiale. Quel est le point commun de tous ces efforts ? Il semble qu'ils constituent tous des réponses ponctuelles à des problèmes pressants spécifiques. Ils sont tous louables. Certains sont bien coordonnés tandis que, dans d'autres cas, diverses initiatives mal gérées et mal coordonnées couvrent le même terrain. Dans l'ensemble, il est frappant de constater que ces initiatives africaines en matière de conflits ne reposent pas sur une théorie qui indiquerait comment tirer l'Afrique de sa situation actuelle de conflits armés généralisés, pour faire régner la paix et la sécurité. Ce n'est pas par hasard qu'il n'existe pas de cadre global : les conflits sont variés et les mesures visant à les combattre sont également variées. Toute tentative d'appliquer aveuglément la même approche à toutes les situations de règlement de conflits et de rétablissement de la paix risque de sacrifier l'efficacité à un engouement intellectuel.

Le climat régional actuel, la décision de créer l'Union africaine et l'élan donné par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), indiquent que le moment est venu d'intégrer les questions actuelles de paix et de sécurité dans un cadre unifié, de manière à préserver leur autonomie et leur dynamisme essentiels, tout en assurant leur complémentarité

efficace. A eux deux, l'Union africaine et le NEPAD permettraient de relier les questions de paix et de sécurité aux problèmes de gouvernance et de constitutionnalité (la mission de l'Union africaine) ainsi qu'au développement économique et au partenariat international (la mission du NEPAD).

La grande majorité des Africains veulent vivre en paix et en sécurité. Ils ne demandent qu'à être associés à la définition des concepts de paix et de sécurité et à la recherche de moyens propres à les promouvoir. Cela suppose toute une démocratisation de l'agenda pour la paix et la sécurité, en commençant par les structures administratives de base. Le présent document débute par une vue d'ensemble des contraintes qui s'opposent à la réalisation de la paix et de la sécurité en Afrique avant de considérer la manière dont la stratégie de cette «démocratisation de l'agenda de sécurité» peut être mise en oeuvre.

Création d'une « Communauté de sécurité » en Afrique.

La création de l'Union africaine consacre une tendance générale à ne plus considérer les questions de sécurité comme la seule responsabilité des gouvernements et l'émergence d'une nouvelle conception de la sécurité commune, qui reposerait sur une communauté internationale ou cosmopolite de citoyens soudés, de multiples manières, par un intérêt et un engagement communs en faveur de valeurs fondamentales. Pendant des décennies, l'étude des relations et de la sécurité internationales a été dominée par la pensée «réaliste», pour laquelle les communautés n'existaient qu'au niveau national ou plus bas, sans aucune référence à l'existence d'une «communauté internationale» si ce n'est dans les rêves utopistes de penseurs idéalistes. La situation a maintenant changé avec la création d'unions transnationales telles que l'Union européenne. Une guerre entre les membres de l'Union européenne est actuellement impensable et, même si les citoyens des Etats membres sont toujours attachés à leur nationalité, ils ont un sens profond de leur identité européenne commune. Cela se reflète dans les liens de plus en plus profonds qui unissent les institutions des différents pays et dans l'émergence de ce que l'on peut appeler un «constitutionalisme transnational».

Le concept de «communauté de sécurité» reflète cette philosophie. Une communauté de sécurité ne doit pas nécessairement être aussi profondément et étroitement soudée que l'Union européenne, c'est essentiellement une communauté qui transcende les frontières internationales et dans laquelle le règlement des conflits par toute autre voie que pacifique devient impensable. Ne se cantonnant pas à instaurer un ordre interétatique qui interdise formellement les actes d'agression et toute autre forme de conflit, une telle communauté favorise l'établissement de relations complexes entre toutes les branches des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des citoyens eux-mêmes. Une communauté de sécurité solide est formée de pays reliés par des liens réglementaires multiples, couvrant les droits communs des citoyens, le commerce, les échanges sociaux et culturels, la communication et un ensemble de valeurs partagées basées sur la légalité constitutionnelle.

Les Etats membres d'une communauté de sécurité s'engagent dans un partenariat stratégique à long terme dans lequel ils sont disposés à renoncer à beaucoup de privilèges traditionnels du pouvoir souverain et à partager beaucoup d'activités gouvernementales avec leurs voisins. Les systèmes gouvernementaux oligarchiques militarisés et secrets qui ont prévalu en Europe, au cours des 19ème et 20ème siècles, étaient des antithèses des communautés de sécurité. Ils se soupçonnaient les uns les autres et faisaient appel à des sentiments nationalistes exclusifs.

Parmi les autres «communautés de sécurité» dans le monde moderne, on compte notamment l'Amérique du Nord, la majorité des pays du Sud-Est asiatique ainsi que l'Australie et le Pacifique. Nous assistons aussi à la naissance de communautés de sécurité en Amérique centrale. Ces regroupements régionaux sont parvenus à assurer leur sécurité commune grâce à différents moyens.

Par exemple, l'expérience européenne repose sur des liens institutionnels complexes entre les Etats ainsi qu'entre ceux-ci et les organisations régionales et sous-régionales. L'Europe est, en outre, dotée d'un très grand nombre d'institutions de contrôle, elle est très attachée aux droits de l'homme ainsi qu'à la bonne gouvernance et la société civile y joue un rôle important. Par contre, au sein de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, les relations se sont établies au niveau des Etats et du secteur privé, avec un cadre institutionnel beaucoup moins complexe que celui de l'intégration européenne.

Actuellement, il y a en Afrique un élan populaire et politique vers l'unification et le règlement des conflits qui ont déchiré le continent. Cependant, la création d'une communauté panafricaine de sécurité pose un certain nombre de problèmes théoriques et pratiques quant au modèle à adopter. Alors que les structures officielles de l'Union africaine sont la réplique de celles de l'Union européenne, les conditions dans lesquelles les pays africains progressent vers l'unité sont différentes de celles qui prévalent en Europe. Il importe donc de se demander comment faire pour instaurer une « communauté de sécurité » africaine comme préalable à l'unité.

Paix intérieure

Pour commencer, quels sont les préalables d'une communauté de sécurité en termes de paix intérieure au sein des Etats membres ? Plus précisément, l'existence de la paix intérieure est-elle une condition essentielle pour l'ordre de sécurité inter-Etats ? Peut-on contourner les conflits internes pour éventuellement les régler plus tard ? Ou la paix intérieure et la sécurité interétatiques devraient-elles, au contraire, être instaurées simultanément ? Deuxièmement, les conflits internes au sein des Etats devraient-ils être considérés comme un problème exclusivement interne ou comme une question internationale nécessitant un engagement international ?

Dans le contexte africain, l'expérience a montré qu'aucun conflit civil ne peut être considéré comme une affaire exclusivement interne. Aujourd'hui, la plupart des guerres africaines ne sont ni purement internes ni purement internationales : elles combinent les deux éléments. La plupart des pays dont un voisin est en guerre savent que, tôt ou tard, ils en subiront les conséquences, que ce soit en termes de réfugiés, de déstabilisation ou d'afflux d'armements. La guerre est, en outre, le terreau de l'extrémisme ethnique ou religieux, qui a tendance à se répandre au-delà des frontières. Les guerres en Afrique favorisent également la criminalité et la corruption et ces fléaux contagieux se transmettent facilement aux pays voisins, qu'ils soient directement impliqués ou non. Tout gouvernement confronté à une menace potentielle de la part d'un voisin sait aussi que s'il essaie d'intervenir dans une perspective préventive, sa propre société peut réagir par une explosion. En fait, l'interconnexion du continent africain est telle que les conflits et l'instabilité se transmettent d'un pays à l'autre comme une traînée de poudre, la moindre activité militaire a des effets multiples, répandus et imprévisibles sur tout le continent.

En bref, il est essentiel d'œuvrer pour la paix aux niveaux local, national et international, simultanément. Les effets de contagion et la vulnérabilité des sociétés africaines face au conflit sont tels que tous les conflits doivent être résolus en même temps dans une approche globale systématique. Il n'y a en Afrique aucun conflit qui soit facile à gérer.

Hiérarchisation des puissances régionales

Deuxièmement, quelles sont les conditions préalables en termes de relations de pouvoir entre les Etats ? Plus précisément, une communauté de sécurité exige-t-elle une hiérarchisation de la puissance des Etats (qui peut prendre différentes formes), et que peut-on faire en l'absence d'une telle hiérarchisation ? Il importe de noter que la sécurité de l'Europe est issue des craintes de deux Etats européens prédominants – l'Allemagne et la France – sous les auspices de l'OTAN, avec à sa

tête les Etats-Unis. Les Etats africains reconnaissent-ils un rôle semblable à des Etats hégémoniques et l'acceptent-ils?

La possibilité de pouvoirs hégémoniques sous-régionaux est une question très controversée en Afrique. Il n'est point de doute que certains Etats, particulièrement l'Afrique du Sud, le Nigéria et l'Egypte ont une capacité militaire et économique considérable ainsi qu'un emplacement stratégique. La réalité de tout ordre régional de paix et de sécurité est qu'une grande part de responsabilité dans le maintien de la paix et l'intervention pour des raisons politiques ou humanitaires leur revient. Le Nigéria a été à l'avant-garde du maintien de la paix et de la mise en application de l'accord de paix au Libéria et en Sierra Leone. Mais des plus petits Etats dont certains affichent une meilleure performance en matière de démocratie et de gouvernance, peuvent se sentir profondément menacés si ces plus grands Etats manifestent leurs ambitions hégémoniques. Dans le passé, certains de ces pays puissants ont en effet tenté de dominer leurs voisins.

L'Afrique doit trouver un moyen d'équilibrer les pouvoirs et les obligations de ses grands Etats. Il y a un certain nombre de stratégies que peuvent adopter les petits pays face à un voisin très puissant : ils peuvent se coaliser contre lui, s'associer avec lui dans l'espoir de profiter de sa puissance et de son dynamisme ou s'aligner à lui en espérant influencer ses politiques. Dans le contexte de l'engagement commun de l'Afrique pour l'Union africaine et le NEPAD, une autre stratégie qui peut être intéressante serait de mettre ensemble les petits et les grands pays dans le cadre des obligations mutuelles, des responsabilités partagées et des valeurs communes, sous les auspices d'une organisation régionale.

Démocratie, paix et sécurité

Troisièmement, nous devons nous demander quels sont les préalables, en termes de démocratie, de société civile et de démilitarisation, de la réalisation de la sécurité régionale ? Une communauté de sécurité peut-elle être établie entre des gouvernements autoritaires ou faut-il qu'il y ait un engagement d'une société civile active et démocratique ? Devrions-nous chercher la démocratie pays par pays et chercher ensuite à bâtir un ordre de sécurité régional ?

En principe, les pays autoritaires peuvent rester en paix les uns avec les autres en l'absence de toute tendance à la démocratisation. Cela s'est produit à diverses périodes en Europe et en Asie et il y a eu un temps où la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest étaient exempts de conflit inter-Etat, la majorité d'entre eux étant dirigés par un régime autoritaire ou militaire. Mais l'on sait maintenant que la centralisation de la politique de sécurité entre les mains d'un petit groupe d'officiers pour qui la sécurité nationale est étroitement définie en termes de menaces militaires est un facteur persistant de conflit. Ces groupes sont formés à la méfiance et leurs suspicions se renforcent l'une l'autre. Deux pays voisins seront toujours en état d'alerte. S'ils ne se méfient pas l'un de l'autre et ne complotent l'un contre l'autre, ce sera parce qu'ils ont en commun la peur d'un troisième pays. La « militarisation de la gouvernance » est l'un des facteurs les plus persistants de l'insécurité en Afrique.

Dans ce cadre, nous devrions examiner la « sur-détermination des conflits » en Afrique. Beaucoup de raisons peuvent être à l'origine des conflits en Afrique, notamment la pauvreté, une croissance économique trop rapide, les tensions ethniques, la mauvaise gouvernance, l'absence de ressources naturelles, l'excès de ressources naturelles, l'afflux d'armes, l'échec des accords de paix, les régimes à parti unique, la concurrence entre les partis et le fait que les résultats des élections soient contestés. La liste est longue et certains de ces facteurs semblent contradictoires, mais quelques études de cas montreront rapidement qu'ils participent tous aux causes des conflits, dans au moins un pays. En effet, les conflits en Afrique sont « sur-déterminés » : les causes des conflits sont multiples. Cela signifie que si l'on veut remédier aux causes profondes des conflits, il faut

également considérer la tendance de ceux qui sont au pouvoir ou qui y aspirent à user de la force. Dans d'autres circonstances, tous ces problèmes pourraient être résolus par des voies politiques pacifiques. Pourquoi le recours à la violence est-il souvent la première solution envisagée plutôt que la dernière? La raison la plus probable tient une fois de plus à la militarisation de la gouvernance: les décideurs recourent à la force parce que c'est un moyen rapide et, espèrent-ils, décisif. Ils n'ont pas la patience ou la compétence d'utiliser d'autres moyens pour résoudre leurs problèmes. Ils recourent aussi à la force parce qu'ils ne croient pas beaucoup à la capacité des organisations internationales ou régionales à résoudre rapidement, équitablement et durablement les problèmes.

Ceci ne doit pas être un argument pour ignorer les causes profondes des conflits et les faiblesses des organisations internationales. Mais nous devrions savoir que, même si divers programmes et politiques s'attaquent à toutes les prétendues causes inhérentes des conflits, cela n'empêche pas nécessairement des guerres peuvent éclater, parce qu'il est inévitable que de nouveaux différends apparaissent et que des décideurs animés d'un esprit militariste, utiliseront toujours la force. Ce raisonnement nous conduit à focaliser l'attention sur une composante des conflits qui est souvent négligée, à savoir l'empressement de ceux qui sont au pouvoir à recourir à la force, qui reflète une culture de militarisme aux plus hauts niveaux du gouvernement.

Cependant, la démocratie n'est pas la panacée contre l'usage de la force. Les démocraties en transition se sont révélées vulnérables aux conflits pendant qu'elles cherchent à asseoir leur légitimité et que les politiciens populistes mobilisent leurs bases dans un appel à des programmes d'exclusion. Le fait que les résultats d'élections puissent être contestés est une cause commune de violence et même de guerres civiles. Mais, à long terme, les gouvernements transparents et démocratiques ont plus de chance de s'investir dans des processus pacifiques de règlement des problèmes civils et d'éviter ainsi la violence. La plupart des éléments de la démocratie dont la libre expression, la transparence et l'obligation redditionnelle, la tolérance religieuse, la primauté du droit, le changement constitutionnel des régimes et la coopération pacifique avec les voisins, sont essentiels pour les communautés de sécurité.

Comment créer une communauté de sécurité

Quelle sont les étapes de l'instauration d'une communauté de sécurité? En particulier, si les conditions préalables évoquées ci-dessus ne sont pas entièrement remplies, les organisations internationales peuvent-elles prendre les devants et établir une communauté de sécurité? En bref, l'Union africaine et les institutions connexes peuvent-elles, à partir du sommet, faire pression pour l'établissement d'une sécurité communautaire? Une telle stratégie n'a jamais été essayée auparavant. Les critiques de l'Union africaine notent que les bases de la gouvernance et les préalables économiques de l'unité sont faibles par rapport aux autres cas. En effet, l'union africaine n'est qu'une aspiration, qui reflète la foi des africains dans leur communauté d'identité et de destinée plutôt qu'un processus fondé sur des intérêts économiques et politiques solides.

Le processus de création de l'Union africaine ne peut être séparé des multiples processus d'instauration de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la capacité institutionnelle et de la paix à travers le continent. Dans le cadre du programme global de l'Union africaine, il faudra aussi faire fonctionner les institutions existantes, et notamment les gouvernements. De même, le processus de relance du développement économique de l'Afrique tel que prévu dans le NEPAD se fonde aussi sur la bonne gouvernance. A quel point ces initiatives et ces processus se recoupent-ils avec le programme de mise en place des communautés de sécurité? La réponse se situe à deux niveaux. A un niveau général, les processus d'interaction pacifique entre les Etats, la coopération pour le développement économique et le partenariat international contribuent tous à promouvoir une compréhension commune, des valeurs partagées et, partant, d'une communauté de sécurité. A un

niveau plus précis, les différents programmes coïncident pour ce qui est de la légalité constitutionnelle. Un régime constitutionnel au niveau national est une protection contre l'usage illicite de la force dans les relations internationales. Une culture régionale de respect de la constitutionnalité, telle qu'énoncée dans l'engagement de l'Union africaine à ne reconnaître que les gouvernements ayant accédé au pouvoir par des moyens constitutionnels, est une fondation solide pour la promotion d'une démocratie constitutionnelle à travers le continent africain.

Approches stratégiques à la sécurité nationale

Les spécialistes définissent la « sécurité nationale » de plusieurs manières. Ce vocable recouvre un grand nombre de questions imbriquées, y compris les relations entre les forces armées d'un pays et le territoire qu'elles cherchent à défendre, la dissuasion contre les attaques militaires, la présence et la prolifération des armes, la nature de la gouvernance, la lutte pour le contrôle des ressources économiques et naturelles, les différends réels ou potentiels au sujet des frontières, les conflits idéologiques, les divisions ethniques, etc. Actuellement, il est difficile de déterminer avec exactitude comment la plupart des gouvernements africains définissent leur sécurité, dans la mesure où beaucoup d'entre eux n'exposent pas au public leur idéologie et leurs calculs. Généralement, le Chef de l'Etat, le chef de la sécurité, les généraux et un petit nombre d'officiers font leurs calculs et prennent, dans l'isolement, les mesures qu'ils jugent nécessaire. Ils ont en général une conception plutôt étroite de la sécurité, axée sur la défense militaire et la stabilité du régime. Certains gouvernements vont même plus loin. L'empressement de certains d'entre eux à qualifier le moindre opposant politique de « terroriste », même si ce prétendu terroriste ne prône en réalité qu'une légalité et non violente, montre que certains dirigeants confondent « sécurité nationale » et survie du gouvernement ou même du pouvoir personnel.

Si l'on exclut les cas extrêmes, nous pouvons affirmer avec certitude que le modèle dominant de la sécurité nationale en Afrique est défini par les forces militaires et de sécurité, sur base des menaces militaires ou physiques immédiates à l'intégrité territoriale ou à la stabilité du régime.

Malheureusement, une définition aussi étroite de la sécurité peut, à long terme, générer de l'insécurité. Réagir aux menaces à court terme par des moyens militaires ponctuels peut exacerber les menaces à long terme telles que la pauvreté et les mauvaises structures de gouvernance. Le fait que le Gouvernement ne s'occupe que des urgences nuit à une planification efficace à long terme. L'usage de la force militaire peut susciter des rancunes chez ceux qui se considèrent comme les victimes des abus et offenser ceux qui cherchent à exercer leurs droits civils et politiques d'une manière démocratique, mais qui se sentent marginalisés ou exclus par un système de gouvernement militarisé. De lourdes dépenses militaires détournent les ressources, aussi bien financières qu'humaines, qui auraient pu être utilisées pour le développement économique et social.

L'une des causes de l'insécurité réside dans le fait que les gouvernements africains sont imprévisibles. Un acte de déstabilisation peut tenir à la « raison d'Etat », comme par exemple dans le cas de la présence d'une force insurrectionnelle à la frontière d'un pays. Ou alors, une guerre peut se déclencher d'une manière totalement imprévue, avec les lubies d'un responsable politique par exemple. Pour les personnages puissants que sont les officiers de sécurité de l'Etat, la sécurité nationale n'est pas un sujet dont on discute en public. Ce goût du secret engendre à long terme l'insécurité car la réaction des gouvernements moins prévisible et le processus de prise de décision plus centralisé et plus militarisé. La manifestation la plus extrême en est « la gouvernance de garnison » dans laquelle toutes les décisions gouvernementales sont inspirées par la crainte de menaces et de conspirations extérieures.

Parmi les causes sous-tendant l'insécurité à long terme, il y a la pauvreté et, partant, la lutte pour des ressources rares, la vulnérabilité aux chocs économiques extérieurs, la faiblesse des institutions (affaiblies davantage par le VIH/SIDA) et la mauvaise gouvernance. Cependant, parce qu'ils raisonnent en général à très court terme, les régimes militarisés ne considèrent pas ces facteurs comme des problèmes de « sécurité nationale » et ils leur accordent moins d'attention qu'aux affaires militaires et à la sécurité. Lorsque les problèmes économiques, sociaux ou politiques sont envisagés en termes de sécurité nationale, la réponse est de se préparer pour toute menace militaire qui pourrait en découler, plutôt que de s'attaquer aux causes sous-jacentes elles-mêmes. Il arrive même que certains problèmes de sécurité nationale, tels que la prévalence du VIH/SIDA parmi les officiers de l'armée, soient tout simplement maintenus secrets.

Toutes ces faiblesses sont accentuées par l'absence d'une stratégie claire de promotion à long terme de la sécurité nationale dans la plupart des pays. Les pays qui ont identifié les menaces à leur sécurité nationale et qui ont mis au point de mécanismes clairs et transparents pour y répondre sont plus stables et prévisibles. En outre, à mesure que les pays progressent dans l'identification de leurs véritables problèmes de sécurité nationale, ils discernent des menaces de diverses natures, dont la plupart sont des problèmes à long terme qui doivent être traités par des moyens non militaires. Qu'elles soient réelles ou potentielles, les menaces à la sécurité nationale sont notamment les suivantes:

1. Menaces d'invasion extérieure réelle ou potentielle;
2. Menaces extérieures de déstabilisation et de terrorisme ;
3. Sources potentielles de conflits avec les voisins, telles que l'absence de démarcation des frontières et la lutte pour le contrôle des ressources naturelles;
4. La violence et le banditisme associés à la prolifération des armes légères;
5. L'agitation sociale potentielle liée à la récession économique;
6. Les clivages ethniques, religieux et régionaux et l'incapacité des structures de gouvernance à gérer pacifiquement les disputes ;
7. Un ordre constitutionnel fragile;
8. La faiblesse des institutions de gouvernance et la corruption ;
9. Les migrations de masses par les catastrophes naturelles ou causées par l'homme ;
10. Le VIH/SIDA et ses répercussions sur les institutions et les capacités, y compris les services de sécurité.

Cette liste commence par des menaces militaires immédiates et se termine par les problèmes structurels auxquels sont confrontés les gouvernements africains. A long terme, ce sont ces problèmes structurels qui risquent de poser les problèmes les plus graves. Pour les résoudre, il faudra un programme qui recoupe la création de l'Union africaine et la promotion de la bonne gouvernance et du développement économique tel qu'énoncé dans le NEPAD.

Il se trouve des sceptiques pour prétendre que les gouvernements africains sont incapables de définir leurs intérêts en matière de sécurité nationale, autrement que dans une optique militariste à court terme. Les gouvernements africains se doivent d'apporter la preuve du contraire. Une des manières de le faire serait de mettre en place un processus inclusif et transparent d'élaboration des doctrines de sécurité nationale. Ce processus comporterait un débat national continu, conduit en public, où des dirigeants du gouvernement et des forces de sécurité, des parlementaires, des spécialistes et des experts de la société civile présenteraient leurs points de vue sur la nature des menaces qui pèsent sur le pays et sur la meilleure manière d'y remédier. Ce type de processus repose sur la conviction qu'une doctrine de sécurité nationale claire et bien définie est une composante intrinsèque de la bonne gouvernance et qu'elle contribue à promouvoir la confiance entre pays voisins. Certains éléments de la sécurité nationale resteront toujours secrets, à juste titre; et face à de réelles menaces à court terme, les gouvernements devront maintenir leurs forces

armées. L'Afrique devrait chercher à établir un équilibre entre la satisfaction des besoins immédiats et les priorités stratégiques à long terme. Une compréhension meilleure et plus globale de la sécurité nationale devrait aider les pays à se concentrer sur cette dernière tâche. Entre-temps, l'élaboration d'une doctrine de sécurité nationale claire peut être un tremplin pour la bonne gouvernance, au même titre que la stratégie de lutte contre la pauvreté et le cadre des dépenses publiques.

Dans le long terme, la sécurité est mieux garantie par un gouvernement démocratique, responsable et stable qui dirige le développement durable. Un programme de réforme profonde du secteur de la sécurité, assurant le contrôle de l'armée par les civils, ainsi que d'autres mesures similaires, aideront à atteindre ces objectifs. Un pas significatif a été fait avec les diverses résolutions prises par l'OUA et l'Union africaine en vue de refuser de reconnaître les changements inconstitutionnels de pouvoir dus à la force. Le fait que l'Acte constitutif de l'Union exclue comme membre tout gouvernement qui a accédé au pouvoir par des moyens inconstitutionnels est un signe important. La prochaine étape de ce processus sera l'approfondissement de l'application de principes constitutionnels dans les Etats membres, qui devront adopter des normes communes plus élevées que jamais, consacrant le règne de la démocratie et la primauté du droit dans les pays africains.

Une architecture de paix et de sécurité

L'Afrique, plus que tout autre continent, a besoin d'une architecture de paix et de sécurité réaliste et cohérente. Les institutions existantes manquent de dynamisme, et c'est pour cette raison qu'un certain nombre de plans, visant à les renforcer ou à en créer de nouvelles, sont en cours. Actuellement, le processus de mise en place de l'Union africaine implique la prise d'un certain nombre d'initiatives intergouvernementales, y compris (au niveau régional) le Mécanisme de l'OUA pour le règlement des conflits, la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA) et le volet paix et sécurité du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Au niveau sous-régional, les Communautés économiques régionales (CER) ont, de fait, pris la direction de la promotion de la paix et de la sécurité.

La question qui se pose maintenant est de savoir si les institutions intergouvernementales existantes peuvent jouer un rôle de premier plan dans la promotion d'une communauté (ou de communautés) de sécurité sur le continent. Il faut bien dire que ces institutions sont confrontées à des problèmes colossaux. Pour commencer, elles doivent faire face à des problèmes graves et complexes tout en étant très faibles. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a bénéficié de la force et de la stabilité de ses Etats et l'Europe avait, elle aussi, des Etats capables et des institutions intergouvernementales puissantes. Il n'en est rien pour l'Afrique. De plus, l'Europe et l'Asie du Sud-Est ont reçu un appui de la part de pays dont l'intérêt politique était de faire en sorte que les institutions de ces régions fonctionnent de manière appropriée. Cela n'a pas été le cas en Afrique. A travers le continent, les Etats continuent à avoir intérêt à ce que les organisations internationales n'acquièrent pas une autonomie suffisante pour avoir un impact réel. Nombre de gouvernements, en Afrique mais aussi ailleurs, préfèrent éluder les organisations régionales et sous-régionales et, parfois même, saper leurs efforts. De plus, jaloux de leur souveraineté, les gouvernements africains sont dans leur majorité peu disposés à abandonner quelque pouvoir que se soit, ni à adopter des approches à « géométrie variable » pour les activités inter Etats.

L'Union africaine et les autres institutions

Divers problèmes complexes se posent en ce qui concerne la relation entre l'Union africaine et les autres institutions chargées de la paix et de la sécurité déjà créées, notamment les organisations sous-régionales (appelées aussi Communautés économiques régionales ou CER). Pour des raisons historiques, les relations entre l'OUA et les CER ne sont pas structurées

officiellement et rien ne semble expressément prévu pour résoudre ce problème dans le cadre du processus de mise en œuvre de l'Union africaine. Cette situation pose des problèmes puisque l'OUA était investie d'un mandat de paix et de sécurité, mais que dans les faits, ce sont surtout les communautés économiques régionales qui ont assumé des responsabilités en la matière. On est donc en droit de se demander quels devraient être les liens entre l'UA et les CER. Doit-il y avoir plusieurs structures pour chacune des fonctions des communautés régionales (l'une étant chargée, par exemple, de paix et de sécurité et l'autre d'intégration économique, etc.) ou faudrait-il une structure de liaison unique? Des questions stratégiques pourraient également se poser à long terme. L'UA envisage-t-elle d'intégrer les CER dans sa vaste structure continentale ou entend-elle coopérer avec elles en tant qu'entités indépendantes? Si le scénario de coopération était retenu, comment les rôles et les mandats respectifs des structures préservées évolueront-ils? Dans ce cas, il conviendrait de créer des mécanismes qui permettent de promouvoir et de suivre la cohérence des politiques des CER et leur compatibilité avec l'objectif de convergence régionale à long terme.

On peut également s'interroger sur les organes de sécurité de l'Union africaine. L'Acte constitutif de l'Union ne prévoit pas de «Conseil de sécurité» ni d'organe similaire. Il copie en cela la structure de l'Union européenne, au sein de laquelle des conflits armés sont impensables, et qui délègue les affaires de sécurité étrangère à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et à l'Organisation du Traité de l'atlantique Nord (OTAN). Etant donné l'importance des questions de paix et de sécurité en Afrique, il semble peu probable que le Centre de gestion des conflits de l'OUA soit appelé à disparaître de même que les fonctions de l'organe central dans le domaine de la sécurité. Quelle sera donc la relation de l'Union africaine avec le NEPAD ainsi qu'avec la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA), qui sont tous deux chargés d'assurer la paix et la sécurité au niveau régional? Il importe, pour éviter que les autorités de sécurité régionales se fassent concurrence ou mènent des activités contradictoires, de créer un «Conseil de sécurité africain» unique au sein de l'Union africaine, de la CSSDCA ou du NEPAD, en déléguant aux CER et à d'autres organes régionaux des fonctions ancillaires spécifiques dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Vieux problème, l'engagement collectif et les capacités ne sont pas à la hauteur des mandats officiels des organisations africaines et des décisions prises par leurs instances les plus élevées. Ils ne permettent pas d'appliquer ou de suivre les décisions prises. Il existe un déséquilibre entre la forme et le fond. Ce ne serait pas un problème si la réalité finissait, au bout d'un certain temps, par dépasser les aspirations, mais c'est rarement le cas en Afrique où une kyrielle d'engagements non honorés jette le discrédit sur les relations multilatérales.

La faiblesse des capacités de l'Afrique est telle que la majorité des capacités coercitives existent en réalité en dehors du continent. De manière générale, l'Afrique se tourne encore vers l'Europe ou les Etats-Unis d'Amérique pour assurer la médiation dans les cas les plus difficiles et pour mettre en œuvre des accords de paix (certaines fois au niveau bilatéral ou sous les auspices des Nations Unies). Jusqu'ici, ces opérations ont généralement été effectuées de manière ponctuelle, sans une analyse coordonnée des relations entre les organisations intergouvernementales africaines et le système des Nations Unies. Il convient donc de mettre en place un mécanisme spécifique de coordination avec les Nations Unies en vue de rendre les activités en matière de paix et de sécurité plus cohérentes.

Les aspects économiques

La promotion de la paix et de la sécurité a une composante économique majeure. Généralement, un pays est en guerre parce qu'il ne s'est pas relevé d'un conflit antérieur. La gestion des transitions post-conflits est l'un des défis les plus complexes qui soit posé à l'Afrique contemporaine, et ceci d'autant plus que, dans la plupart des cas, les pays doivent, à l'issue des

conflits, entreprendre diverses transitions en même temps. Selon les cas, ils doivent ainsi passer de la guerre à la paix, de l'autoritarisme à la démocratie, de la tutelle à l'autodétermination, d'une économie administrée à une économie de marché, des secours au développement. Il arrive même qu'ils doivent assurer toutes ces transitions à la fois. Certaines transitions ont réussi mais la plupart ne sont pas allées sans heurt. Il est même arrivé que de gros échecs soient enregistrés, avec le retour de la guerre, voire le génocide.

En général, les organisations internationales et les bailleurs de fonds ont cherché à gérer les transitions au cas par cas à deux égards: en ne s'occupant que d'un pays à la fois et traitant chaque élément d'une transition multiple complètement isolément des autres. Une telle approche a des lacunes et l'on peut dire que les transitions nécessitent d'être soutenues de manière beaucoup plus stratégique, patiente et dans un cadre régional. De nombreux pays ont été appelés à faire des transitions vers la paix et la démocratie dans un contexte régional tout à fait défavorable. Ceci veut dire qu'il importe d'aborder les transitions post-conflits en intégrant les activités militaires, politiques et économiques, ce qui ne va pas sans difficulté institutionnelle. Il convient de même d'adopter des approches régionales, en mettant notamment l'accent sur la conception, la mise en œuvre et le suivi de la restructuration post-conflits dans les contextes sous-régionaux et régionaux.

Un certain nombre d'organisations s'intéressent de plus en plus aux modalités des transitions post-conflits et privilégient les mesures de redressement économique et divers aspects de la démilitarisation (démobilisation, désarmement, déminage, réinsertion des anciens combattants dans la vie civile). La Banque mondiale occupe une place de choix dans ce groupe. Des mesures spéciales sont de plus en plus souvent appliquées aux pays qui sortent de conflits, qui sont exonérés de conditionnalités macro-économiques jusqu'à ce qu'ils parviennent à un certain niveau de redressement. Toutefois, pour assurer le succès de cette approche, elle devrait être appliquée en collaboration étroite avec les institutions chargées des questions de démocratisation, de paix et de sécurité, y compris l'OUA/UA et les organisations sous-régionales. Une interface institutionnelle doit donc relier les mécanismes africains de paix et de sécurité avec les institutions financières internationales chargées de concevoir et de superviser les transitions post-conflits. Les institutions économiques régionales majeures, notamment la CEA et la BAD pourraient jouer un rôle de premier plan dans ce cadre.

Par ailleurs, le même raisonnement pourrait s'appliquer à la recherche de solutions aux causes profondes de la vulnérabilité économique face aux conflits, et pour faire en sorte que les conflits ne puissent devenir profitables ou s'entretenir.

Formulation de doctrines

D'énormes problèmes entravent la capacité de l'Afrique à créer une architecture de paix et de sécurité viable. Il existe également des problèmes subjectifs: les organisations n'inspirent ni le respect ni la crédibilité. Cela tient en partie, au fait qu'elles sont méconnues et que la participation à leur création ou à l'élaboration de leurs mandats et doctrines a été très restreinte. En fait, l'Afrique n'a pas systématiquement tiré les leçons de ses expériences en matière de paix et de sécurité. Il y a eu beaucoup d'études ponctuelles aux niveaux national, sous-régional et régional mais elles n'ont pas été intégrées dans un exercice commun visant à dégager un consensus. Il n'existe pas non plus, au niveau du continent, de doctrine d'intervention militaire. En revanche, l'Afrique a une expérience de recours à la force au niveau régional, notamment avec la CEDEAO et la SADC. Les interventions de ces groupements se sont toutefois heurtées à de graves problèmes politiques et les opérations ont été difficiles. Aussi bien la doctrine que les moyens pour ce type d'intervention doivent faire l'objet d'une attention approfondie. La doctrine devra déterminer le genre de situations qui justifient une intervention, ainsi que le rôle et le mandat des différentes organisations sous-régionales, régionales et internationales.

On est en présence, non pas d'une architecture planifiée, mais d'un amalgame d'initiatives ponctuelles et d'institutions isolées. Certaines fonctionnent, d'autres pas. La cohérence institutionnelle, la coordination et l'acquisition des connaissances laissent beaucoup à désirer.

Toutefois, la multiplicité des institutions et des initiatives indique que les problèmes de paix et de sécurité de l'Afrique suscitent une réelle inquiétude. Les résolutions prises par ces organisations, leur évolution et leur existence même montrent qu'un consensus se dégage en ce qui concerne la nécessité de limiter et de régler les conflits armés en Afrique. L'instauration d'une synergie entre les institutions en place est l'une des premières conditions objectives de la sécurité en Afrique, car elle permettra à ces institutions de se compléter et de se soutenir.

Etant donné le manque de pouvoir effectif des organisations régionales et sous-régionales, l'attention devra essentiellement porter sur la création des conditions subjectives de la coopération en matière de sécurité, notamment le développement d'une compréhension commune de la sécurité et le renforcement du consensus moral face aux conflits armés et à la prise de pouvoir par des moyens anticonstitutionnels. Tout cela devrait se faire de façon simultanée aux niveaux national, sous-régional et régional et impliquer l'adoption de normes continentales pour la coopération en matière de sécurité. Le processus de promotion de la sécurité nationale à travers un dialogue national peut s'étendre aux niveaux sous-régional et régional une fois que tous les pays concernés auront achevé, au moins, la première étape de leurs consultations nationales. Cela permettrait de renforcer le sentiment de maîtriser les doctrines de sécurité et de créer des conditions subjectives propices à la paix et la sécurité.

De plus, des mesures spécifiques peuvent aider à faire de cette architecture institutionnelle une réalité concrète. L'une de ces mesures est le renforcement des capacités de compréhension, d'analyse et de prévention des conflits entre les institutions africaines (gouvernementales, intergouvernementales et de la société civile). Dans ce cadre, on pourrait avoir recours à la « diplomatie des séminaires » pour constituer, au sujet des conflits, de leur règlement ou de la démocratisation, par exemple, un ensemble d'informations qui seront diffusées auprès des principaux acteurs. On peut en deuxième lieu contrôler et suivre les engagements pris et, pour le moins, enregistrer les cas d'échec. L'instauration et la réitération de normes morales peut (à force de temps) contribuer à modifier le comportement des États. En troisième lieu, il est important d'étudier les relations entre les Nations Unies, l'OUA/UA, les organisations et les initiatives régionales et sous-régionales afin qu'elles puissent œuvrer dans la complémentarité. On peut beaucoup faire en termes d'acquisition réciproque des connaissances, de travail en réseaux formels et informels et de partage de l'information. Il importe, enfin, de trouver les moyens d'engager des initiatives de la société civile afin de compléter et de renforcer les processus inter-Etats.

Etant donné le manque de pouvoir effectif des institutions africaines, l'attention devra consister essentiellement à élaborer un consensus et à créer ainsi les conditions propices à un ordre de paix et de sécurité. Une fois encore, nous sommes confrontés à la question des recoupements entre l'Union africaine, le NEPAD et la paix et la sécurité : la constitutionnalité et son fondement, le consensus sur les valeurs centrales de respect du droit. Des institutions et des initiatives multiples risquent de ne pas pouvoir coordonner leurs activités ou de promouvoir des valeurs différentes et cette diversité peut être source de conflits. Toutefois, ce risque est moindre s'il existe un consensus sur les valeurs centrales. On peut commencer par des choses simples, comme l'engagement de l'Union africaine à ne reconnaître que les transferts de pouvoir constitutionnels. Avec le temps, on peut envisager des valeurs plus complexes et plus ambitieuses et parvenir à un accord sur les conditions à remplir pour une intervention militaire, sur la définition d'un système électoral juste, sur les pouvoirs de la Cour africaine des droits de l'homme et sur les questions similaires.

Vers une stratégie globale

Pour apporter la paix et la sécurité à l'Afrique, il faudra recourir à plus d'une stratégie. Ces stratégies devront porter sur les différentes phases des conflits, notamment la prévention et la consolidation de la paix, le règlement et la maîtrise des conflits ainsi que sur la reconstruction post-conflits. Elles devront également être mises en œuvre de manière simultanée aux niveaux de la société civile, des instances locales, nationales et régionales, dans les sphères sociales, politiques, militaires et économiques. Elles devront tout à la fois être « objectives », concernant les questions de fond et les mécanismes institutionnels et « subjectives » pour valoriser la prise de conscience, la compréhension et les attentes des responsables politiques à tous les niveaux. Elles devront aller au-delà des définitions purement militaires de la sécurité pour atteindre une vision plus globale et stratégique.

Les trois tableaux suivants résument les types d'activités qui peuvent être menées et indiquent quelles institutions pourraient s'en charger.

Prévention des conflits et consolidation de la paix

	Militaire	Politique	Economique
Communauté	<ul style="list-style-type: none"> • Enseignement de valeurs non militaires à l'école • Promotion du dialogue intercommunautaire • Limitation des petites armes • Écoles, institutions religieuses, écoles militaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Pérennisation de mécanismes efficaces de résolution des conflits • Emancipation des femmes et des jeunes • Collectivités locales, OSC, organisations religieuses 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des ressources communes de manière à minimiser les risques de conflit • Opportunités d'emploi et d'éducation à offrir aux jeunes • Services gouvernementaux, ONG, secteur privé.
Société civile/Secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> • Implication des membres de la société civile dans le débat public sur les questions de sécurité. • OSC, universités, écoles militaires, média 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion des droits civils et politiques, de la transparence et de la bonne gouvernance. • Intégration de toutes les couches de la société, promotion de l'égalité entre hommes et femmes • OSC, média 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'esprit de service et du développement durable par les ONG et les OSC • Action citoyenne des entreprises • Secteur privé, OSC
National/politique	<ul style="list-style-type: none"> • Recours limité aux mesures d'urgence • Non prolifération des forces spéciales ou milices • Transparence en matière de dépenses militaires • Contrôle de l'armée et des services de sécurité par les civils • Armées, partis politiques, OSC 	<ul style="list-style-type: none"> • Représentation équitable des différents groupes ethniques, religieux et sociaux au sein du gouvernement • Dévolution de pouvoirs • Liberté de mouvement et citoyenneté régionale • Respect de la Constitution 	<ul style="list-style-type: none"> • Rémunération adéquate des soldats, y compris soins de santé et pensions • Limitation des dépenses militaires • Contrôle de la participation des militaires et des services de sécurité à des activités commerciales • Ministères des finances et de la défense, partenaires internationaux, partis politiques
Régional	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures de renforcement de la confiance entre Etats, telles que la publication des budgets militaires nationaux et des effectifs des armées • Création de forces régionales d'intervention crédibles • Élaboration de doctrines nationales et régionales sur la sécurité en vue de promouvoir la prévisibilité et la transparence des relations entre Etats • Gouvernements nationaux, CER, CSSDCA 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de normes de bonne gouvernance, en ayant recours à la pression par les pairs • Organisation et promotion de forums régionaux de dialogue et de gestion des conflits • OSC régionales, organisations religieuses, universités, CER, CSSCA 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de mécanismes et institutions régionaux en vue, par exemple, de la gestion des ressources partagées ou des pâturages transfrontaliers • Promotion du commerce intrarégional • Secteur privé, CER, partenaires internationaux, NEPAD
International	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de forces d'intervention internationales crédibles • Formation des militaires, de la police, des services sécurité • UA, NEPAD, partenaires internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des systèmes d'alerte précoce, de prévention des conflits et d'intervention rapide • Appui aux initiatives de la société civile • Gouvernements, CERs, CSSDCA, UA, NEPAD 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la prévisibilité et de l'obligation mutuelle de rendre compte dans les relations d'aide • Appui supplémentaire aux secteurs sociaux clés. • Partenaires internationaux, NEPAD

Résolution et confinement des conflits

	Militaire	Politique	Economique
Communauté	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les conflits locaux, les règles morales traditionnelles de retenue peuvent être invoquées • Pour les conflits nationaux, on ne peut pas en dire autant • OSC 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les conflits locaux, les communautés peuvent se prévaloir de mécanismes traditionnels de règlement des différends • Pour les conflits nationaux, il y a peu de possibilités • OSC, média, organisations religieuses 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion d'un accès juste et équitable aux ressources locales et maîtrise de celles-ci • ONG, services gouvernementaux
Société civile Et Secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les conflits locaux la société civile peut prendre des initiatives • Pour les conflits nationaux, il y a peu de possibilités • OSC, CICR 	<ul style="list-style-type: none"> • Surveillance du respect des droits de l'homme • Plaidoyer pour la paix (si possible) • Promotion du dialogue entre les parties d'un conflit, par exemple par l'établissement de contacts avec les groupes de «l'autre camp» • Promotion du dialogue sur les problèmes qui se posent après les conflits • OSC, organisations des droits de l'homme, organisations religieuses, Nations Unies 	<ul style="list-style-type: none"> • Aide aux personnes touchées par les guerres • Respect des codes de conduite en affaires, en particulier les droits humains • OSC, CICR, Nations Unies, secteur privé
National/ politique	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures garantissant le respect des Conventions de Genève et l'accès des secours humanitaires aux populations touchées par les guerres • Cessez-le feu renforcé par des mécanismes de supervision • Mécanismes de séparation des forces, création de zones de sécurité, cantonnement, etc. • CER, UA, Nations Unies 	<ul style="list-style-type: none"> • Discussions de proximité ; discussions préparatoires, discussions de haut niveau, adoption de valeurs et principes communs: recours à toutes les méthodes possibles de médiation, qu'elles soient bilatérales ou Facilitées • Libéralisation politique, ouverture d'un espace pour la société civile • Plus grand respect des droits humains et des principes humanitaires/promotion d'une culture de la paix • UA, ONU, etc 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction au minimum de l'implication des militaires et des services de sécurité dans le commerce • Exemple campagne sur les « diamants de la guerre »
Régional	<ul style="list-style-type: none"> • Restrictions sur la circulation des armes, interdiction de l'utilisation de bases militaires dans les pays voisins • CER, UA, ONU 	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures destinées à circonscrire les conflits et à éviter qu'ils s'étendent aux pays voisins • Dans les conflits régionaux, la gamme d'initiatives de paix présentées ci-dessus • Facilitation de pourparlers de paix ou médiation de diverses sortes • CER, ONU, organisations régionales 	<ul style="list-style-type: none"> • Supervision et contrôle des exportation illégales des pays touchés • Assistance aux réfugiés, ainsi que leur protection, la démilitarisation des camps de réfugiés, etc. • CER, ONU
International	<ul style="list-style-type: none"> • Supervision du respect du droit humanitaire international • Embargo sur les armes • ONU, UA, 	<ul style="list-style-type: none"> • Méthode de la carotte et du bâton pour pousser les parties à négocier • Facilitation des pourparlers de paix ou médiation • ONU, UA, CER, NEPAD 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance humanitaire • Supervision et contrôle de l'exportation illégale de produits de base des pays touchés • Planification à l'avance en vue de la réhabilitation et de la relance économiques après les conflits • UA, NEPAD, ONU, CEA, Banque mondiale, etc

Gestion de la transition post-conflit

	Militaire	Politique	Economique
Communauté	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation et réintégration des anciens combattants • Contrôle local des approvisionnements en armes légères • Programmes humanitaire antimines • ONG, collectivités locales 	<ul style="list-style-type: none"> • Réconciliation des communautés • Réhabilitation des institutions judiciaires • OSC, organisations religieuses, médias 	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation des services essentiels • ONG, collectivités locales, secteur privé
Société civile/Secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance aux associations d'anciens combattants pour qu'elles deviennent des membres actifs et responsables de la société civile • OSC, associations d'anciens combattants 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de la démocratie, des droits humains, etc., notamment participation active à la réhabilitation des institutions • Promotion de la réconciliation • OSC, média 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la fourniture de services sociaux, aux projets de génération de revenus, aux microcrédits, etc. • Implication dans le débat politique et supervision des programmes de réhabilitation après conflit • OSC, secteur privé
National/ politique	<ul style="list-style-type: none"> • Création de forces armées et de forces de sécurité nationales qui s'engagent à respecter la souveraineté démocratique • Mise en place d'un programme national élargi de désarmement, de démobilisation et de réintégration des anciens combattants et membres des services de sécurité • Ministères, ONU 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de procédures et institutions démocratiques • Emprise des civils sur la vie politique nationale • Reconstruction des institutions nationales • Gouvernements, OSC 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration de plans de réhabilitation des zones touchées par la guerre, retour et réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, réintégration économique des anciens combattants démobilisés et relance économique • Mise au point de nouveaux plans de financement pour la réhabilitation • ONU, donateurs, Banque mondiale, secteur privé, etc
Régional	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de forces de maintien de la paix en fonction des besoins • Supervision du respect des protocoles militaires contenus dans les accords de paix • Ministères, REC, UA, CSSDCA, ONU 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la mise en place et supervision des accords de paix • Promotion d'initiatives de la société civile régionale et des réseaux régionaux • OSC, CER, UA, CSSDCA 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance aux réfugiés qui retournent chez eux • Promotion de l'intégration régionale, du commerce transfrontalier et d'autres mesures • NEPAD, UA, CEA, ONU, Banque mondiale, etc

International	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de forces de maintien de la paix en fonction des besoins • Supervision du respect des protocoles militaires contenus dans les accords de paix • Appui (financier et technique) à la réforme de l'armée et à la démobilisation • ONU, UA 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui institutionnel aux ministères et départements clés en vue de la reconstruction • Instauration du dialogue politique en vue de promouvoir la démocratisation et des plans de réconciliation selon un calendrier réaliste • Appui aux initiatives de la société civile • UA, CESSA, NEPAD 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance économique séquentielle pour appuyer le redressement des pays sortant de conflits, leur croissance et leur développement • Fourniture d'une assistance non assortie de conditionnalités dans le cadre des plans de redressement et de relance, grâce à des fonds de dotation et à des initiatives similaires • Remise de dettes accélérée • NEPAD, donateurs, CEA, Banque mondiale
----------------------	--	--	--

Conclusion

L'élaboration d'un cadre solide pour la paix et la sécurité régionales en Afrique constitue un défi majeur. Bon nombre des conditions préalables à l'établissement de communautés de sécurité ne sont pas remplies. L'Afrique ne peut ni copier l'exemple européen, ni se reconstruire sur la base de l'expérience asiatique. Cependant, une voie africaine vers une sécurité commune peut être tracée, qui reflète les problèmes, défis et opportunités uniques du continent. Plus que tout autre chose, cela suppose qu'un lien soit établi entre, d'une part, la paix et la sécurité régionales et, d'autre part, la résolution des conflits et la gouvernance dans les pays, sur la base de l'architecture actuelle des organisations régionales et sous-régionales. Etablir des liens entre les différents conflits africains signifie qu'aucun conflit interne ne peut être envisagé comme étant uniquement l'affaire intérieure d'un pays.

Mettre en place les conditions préalables objectives pour la paix constitue un programme audacieux, impliquant des processus et des liens institutionnels complexes. Il est absolument nécessaire d'élaborer un plan directeur qui assure la liaison entre l'OUA/UA, les CER, d'autres initiatives régionales et des institutions économiques, y compris la CEA, la BAD, la Banque mondiale et les bailleurs de fonds internationaux.

Toute stratégie globale de paix et de sécurité repose sur le principe selon lequel la question de la sécurité nationale est beaucoup trop importante pour être laissée aux militaires. Les pays doivent identifier leurs intérêts en matière de sécurité nationale en tenant en compte toutes les parties prenantes. La méthode participative d'élaboration des cadres stratégique de lutte contre la pauvreté, au niveau de pays, peut également être appliquée pour promouvoir des doctrines de sécurité nationale approfondie. Une fois élaborées au niveau national, les stratégies peuvent servir de base pour parvenir à un consensus sous-régional et régional sur les fondements d'une sécurité commune. Cela pourra apporter une contribution modeste mais significative à l'émergence d'un ordre constitutionnel commun en Afrique.